

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 18 au 24 septembre 2025

Lors de sa première visite aux Nations unies à New York, le ministre allemand des Affaires étrangères Johann Wadephul a qualifié la situation à Gaza de « véritable enfer sur terre ». À la conférence organisée par la France et l'Arabie saoudite en faveur d'une solution à deux États, il a critiqué les actions militaires israéliennes à Gaza et en Cisjordanie, affirmant que la violence et le terrorisme ne peuvent résoudre ce conflit. Wadephul a insisté sur la nécessité de relancer un processus politique vers la création d'un État palestinien, tout en soulignant que l'Allemagne restera attachée à l'existence et à la sécurité d'Israël. Il a dénoncé l'offensive israélienne à Gaza et mis en garde contre les annexions illégales en Cisjordanie, qui compromettent une solution durable. Parallèlement, le chancelier Friedrich Merz a réclamé un cessez-le-feu après la diffusion par le Hamas d'une vidéo montrant le détenu germano-israélien Alon Ohel. Merz a qualifié la vidéo d'« insoutenable » et exigé la libération immédiate de tous les otages.

Le vice-chancelier et ministre allemand des Finances, Lars Klingbeil, a présenté ce mardi 23 septembre son projet de budget pour 2026 au Bundestag. Le projet de budget pour 2026 prévoit des dépenses de 520,5 milliards d'euros, en hausse de 3,6% par rapport à cette année. Ce budget record inclus entre autres 126,7 milliards d'investissements dans les infrastructures (routes, ponts, transports, écoles, hôpitaux) et 108 milliards pour la défense, confirmant l'engagement de l'Allemagne envers l'OTAN. Ces dépenses massives seront largement financées par la dette : environ 174 milliards d'euros d'emprunts, soit près d'un euro sur trois. Le gouvernement justifie ces choix par la situation géopolitique tendue, tout en prévenant qu'il faudra, en 2027, réaliser 30 milliards d'euros d'économies, un effort sans précédent.

Le chancelier allemand Friedrich Merz a nommé le banquier chevronné Martin Blessing comme mandataire personnel pour les investissements afin de promouvoir l'Allemagne auprès des investisseurs étrangers et attirer des capitaux privés. L'objectif est de soutenir l'industrie et l'innovation, dans un contexte de perte de compétitivité. Cette initiative complète d'autres mesures déjà prises par Berlin, comme un fonds spécial pour les infrastructures, une réforme de l'impôt sur les sociétés ou encore le programme « Made for Germany », qui a généré des promesses d'investissement de plus de 630 milliards d'euros. Blessing supervisera aussi l'agence fédérale Germany Trade and Invest (GTAI).

L'Allemagne s'apprête à conclure un contrat de 1,2 milliard d'euros avec le constructeur suédois Saab pour moderniser ses avions de chasse Eurofighter. L'accord, attendu en octobre, prévoit l'intégration du capteur Arexis et de missiles anti-radar AGM-88E, avec la participation d'Airbus, BAE Systems, Helsing et Leonardo. L'objectif est d'améliorer les capacités de détection et d'armement de la flotte. Ce partenariat

pourrait marquer un rapprochement stratégique entre Berlin et Stockholm, ouvrant la voie à d'éventuelles coopérations sur un futur avion de combat. Cette dynamique intervient alors que le programme européen SCAF (France, Allemagne, Espagne) traverse de fortes tensions liées au partage industriel entre Dassault et Airbus - une réunion clé entre les trois pays est prévue en octobre pour tenter de relancer le projet. Dans ce contexte, le ministre de la Défense, Boris Pistorius, a rencontré son homologue suédois Pål Jonson à Berlin ce mardi pour évoquer un renforcement de la coopération militaire et de nouvelles acquisitions communes.

Le groupe allemand de défense Rheinmetall poursuit sa diversification et va racheter la division militaire des chantiers navals Lürssen (Naval Vessels Lürssen – NVL), spécialisée dans la construction et la maintenance de navires de guerre. Cette acquisition, attendue début 2026, renforcera la position de Rheinmetall comme acteur majeur européen, présent désormais sur terre, en mer, dans les airs et dans l'espace. NVL, séparée des activités civiles de Lürssen en 2021, emploie environ 2.100 personnes et a généré près d'1 milliard d'euros de chiffre d'affaires en 2024. Pour Rheinmetall, il s'agit d'un pas supplémentaire après ses récentes expansions dans les munitions, les drones, les satellites ou encore les pièces du F-35, avec l'objectif affirmé de bâtir une « puissance navale en Allemagne ». L'entreprise est portée par une forte croissance boursière (+170 % depuis début 2025) et un carnet de commandes record (63 milliards d'euros en juin, attendu à 120 milliards mi-2026).

Le maire de Berlin, Kai Wegner (CDU), relance le débat sur le transfert complet des ministères de Bonn vers Berlin. Il justifie sa position par les coûts élevés et l'impact environnemental des déplacements annuels des fonctionnaires entre les deux villes, tout en soulignant que de nombreux fonctionnaires préféreraient travailler à Berlin. À Bonn, la réaction est vive : ainsi, le ministre de l'Europe de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Nathanel Liminski (CDU), dénonce des « fake news » et rappelle que le télétravail et les visioconférences ont réduit les besoins de déplacements, et qu'un déménagement coûterait des milliards, contre seulement 10 à 20 millions d'euros par an pour le fonctionnement actuel. Bonn, ancienne capitale de la RFA et de l'Allemagne jusqu'en 1990, reste un centre politique important, arbitrant un tiers des emplois ministériels. La loi Bonn-Berlin de 1994 prévoit d'ailleurs explicitement le maintien d'une présence ministérielle significative à Bonn.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Evelyn Palla, 52 ans, devient la première femme à la tête de la Deutsche Bahn (DB), la compagnie ferroviaire publique allemande, en pleine crise. Elle succède à Richard Lutz, écarté après des résultats catastrophiques en matière de ponctualité : en juillet, moins de 40 % des trains longue distance sont arrivés à l'heure pendant trois jours consécutifs. Ses chantiers majeurs seront d'améliorer la ponctualité, de moderniser un réseau ferroviaire vieillissant et de contenir l'endettement élevé de l'entreprise, en dépit de la cession de sa filiale logistique Schenker pour 14,3 milliards d'euros. Le ministre des Transports, Patrick Schnieder, a fixé la barre haut : atteindre 70 % de trains à l'heure d'ici 2029, puis 80 % à moyen terme et 90 % à long terme.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

63 €

Après être passé de 49 € à 58 € en 2024, le prix mensuel du Deutschlandticket atteindra **63 €** dès janvier 2026. La décision a été actée lors de la Conférence des ministres des Transports allemands à Munich. Mis en place en mai 2023, cet abonnement donnant accès aux transports publics régionaux et locaux est utilisé par près de 14 millions de personnes. Son prix, inférieur à celui des anciens abonnements, engendre cependant un manque à gagner, à l'origine d'un différend financier entre l'État fédéral et les Länder. Jusqu'ici fixé par négociation politique, le tarif du Deutschlandticket sera déterminé à partir de 2027 selon un mécanisme automatique, a précisé le ministre bavarois des Transports, Christian Bernreiter.

3	8	4	7
0	2	6	5
5	3	1	2
7	4	9	6
9	0	2	1